



10-2015

## Histoire de l'immigration capverdienne en Côte d'Ivoire

Jean-Baptiste Tavares

Follow this and additional works at: <https://vc.bridgew.edu/jcvs>



Part of the [Critical and Cultural Studies Commons](#), and the [International and Area Studies Commons](#)

---

### Recommended Citation

Tavares, Jean-Baptiste. (2015). Histoire de l'immigration capverdienne en Côte d'Ivoire. *Journal of Cape Verdean Studies*, 2(1), 9-21.

Available at: <https://vc.bridgew.edu/jcvs/vol2/iss1/3>

Copyright © 2015 Jean-Baptiste Tavares

This item is available as part of Virtual Commons, the open-access institutional repository of Bridgewater State University, Bridgewater, Massachusetts.

© 2015 Jean-Baptiste Tavares

# HISTOIRE DE L'IMMIGRATION CAPVERDIENNE EN CÔTE D'IVOIRE\*

Jean-Baptiste Tavares

## Introduction

Le thème de cette conférence célèbre le 39<sup>ème</sup> anniversaire de Cabo Verde. Ce choix thématique, qui est celui du Bureau de l'association «Sodade de Côte d'Ivoire» et de sa présidente, s'inscrit dans un triple champ de la connaissance. Le premier, dans celui de la *psychologie*, puisqu'il s'agit ici de mobiliser la mémoire pour reconstituer des faits. Le deuxième, dans celui de l'*historiographie*, car comment et avec quels repères chronologiques et types de matériaux présenter le tableau de cette immigration qui diffère complètement de toutes celles que la Côte d'Ivoire a connues? Le troisième, est celui de la *géographie*, dans la mesure où il concerne un mouvement migratoire de population, phénomène qui définit l'immigration.

Cet article reprend les grandes lignes d'un vieux projet d'écriture que le Dr. Pierre Franklin Tavares et moi-même avons en préparation sur l'immigration, au travers d'une analyse comparative des communautés capverdiennes de Côte d'Ivoire, de France et du Sénégal.

Pour entrer dans le vif de notre sujet, sacrifions à un devoir de gratitude. En effet, ici et maintenant, et cela pour toujours, en souvenir des Pionniers de cette histoire, nous voudrions réaffirmer le témoignage initial d'une antique hospitalité, en déclarant haut et fort que «a Costa de Marfim é uma

---

\*. Conférence: Semaine de Cabo Verde du 30 juin au 05 juillet 2014, à Abidjan (39<sup>ème</sup> anniversaire de l'Indépendance de Cabo Verde)

terra de boa gente» [la Côte d'Ivoire est une terre de bonnes gens]. Et les Anciens aujourd'hui disparus, et qui ont vu prospérer la Côte d'Ivoire, aimaient à dire qu'elle est effectivement le «pays de l'hospitalité», une «patrie de la vraie fraternité»<sup>1</sup>.

## II. Histoire des relations entre la Côte d'Ivoire et Cabo Verde (Cap-Vert)

Au plan historiographique, il se dégage trois grandes séquences historiques bornées par trois repères chronologiques qui permettent de fixer le cadre des trois principales phases de la relation entre la Côte d'Ivoire et le Cabo Verde. Le premier repère temporel s'étend du milieu du 16<sup>ème</sup> au milieu du 18<sup>ème</sup> siècle. Il est d'ordre religieux et administratif. À cet égard, rappelons que Cabo Verde a été le siège du premier Évêché ouest-africain. En effet, c'est en 1533 que le diocèse de Cabo Verde sera créé et, douze ans plus tard, en 1545, le premier évêque résidant, Mgr Jean de Parvi, y sera nommé.

Or, la juridiction de cet Évêché s'étendait du fleuve Gambie au fleuve Sassandra, qui une région de la Côte d'Ivoire actuelle. Au demeurant, au plan linguistique, certains noms de villes ivoiriennes attestent de cette influence ancienne: Sassandra (déformation de Santo André), Fresco (ou fraîcheur ou François) et San Pedro (Saint Pierre), par exemple. Mais il est aussi le nom de famille de Mgr Bernard Yago, premier Évêque de Côte d'Ivoire, dont le patronyme «Yago» est dérivé de Thiago ou Tiago et qui signifie Jacques en langue portugaise, comme l'ont signalé Charles Akibodé<sup>2</sup>, dans un texte instructif, et Pierre Franklin Tavares qui s'appuie sur le célèbre texte de l'abbé Grégoire, *De la littérature des Nègres*, où le prélat français évoque comme modèle l'influence de l'église capverdienne sur le continent et jusqu'en Asie (Goa, etc.) par l'envoi de missionnaires caboverdiens noirs. Dans cet ouvrage anti-esclavagiste publié sous Napoléon Bonaparte (qui venait de rétablir l'esclavage et soutenait le Club Massiac), l'abbé Grégoire rappelle le lien étymologique entre Tiago et Jacques.

Ainsi, Cabo Verde, capitale ouest-africaine du catholicisme et rampe de lancement de l'évangélisation comme enjeu de l'expansion portugaise en Afrique, a-t-il établi son premier lien historique avec la Côte d'Ivoire. Sans doute les archives du Vatican conservent-elles maintes informations sur cette relation entre les deux pays. Il faudrait pouvoir les consulter.

---

1. Ces deux expressions sont des paroles de l'Hymne national de la République de Côte d'Ivoire.  
2. Cidade Velha, Centre historique de Ribeira Grande, Cap-Vert : Proposition d'inscription sur la Liste du patrimoine mondiale, janvier 2008.

Le second repère temporel couvre la période de la découverte de Cabo Verde entre 1460 et 1462, par des navigateurs au service de la Couronne portugaise<sup>3</sup>, jusqu'à l'abolition de l'esclavage à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Son fondement est d'ordre économique: le commerce triangulaire. En effet, en 1466, par charte royale, la colonie de Cabo Verde est autorisée à faire le commerce des esclaves avec la côte africaine, pour la mise en valeur des terres agricoles.

Mais, cette charte est détournée de son objet initial pour transformer très rapidement l'archipel en une plaque tournante du commerce triangulaire entre le Portugal, l'Afrique et l'Amérique Latine, notamment pour le trafic des esclaves et activités connexes (ravitaillement maritime, industrie du pagnon en coton<sup>4</sup>, etc.). Le Cap Vert devient alors le plus grand centre de la traite des esclaves: un recensement dénombre 13.700 esclaves en 1532. Cette activité économique très lucrative explique deux faits: d'une part, l'établissement de comptoirs commerciaux portugais sur le littoral ivoirien, à Bassam, San Pedro, Fresco, Sassandra, etc., et, d'autre part, la présence de «Lançados». Qui étaient-ils ?

Au cours de la première période de prospérité économique (16<sup>ème</sup> et 17<sup>èmes</sup> siècles), la ville de Ribeira-Grande était également un centre de recouvrement des droits et taxes sur les cargaisons de l'autoroute de la traite négrière, pour le compte de la Couronne portugaise. Dans sa tentative d'accaparement des revenus du commerce lucratif de la traite négrière, la Couronne portugaise édicta des lois fiscales de nature prohibitive et qui eurent pour effet l'expatriation, dès le 16<sup>ème</sup> siècle, des premiers commerçants capverdiens vers les «Rios da Guinée», cette vaste étendue de la Sénégambie (sud de l'actuel Sénégal) à la Sierra-Leone<sup>5</sup>. Ces commerçants, sont appelés «Lançados» ou commerçants sans permis royal, et à propos desquels le premier ivoirien agrégé d'Histoire, le professeur Christophe Wondji, a écrit un magnifique ouvrage<sup>6</sup>. Ces «Lançados» exerçaient leurs activités en

- 
3. En 1460, les explorateurs Diogo Gomes et Antonio da Noli découvrent officiellement le Cap-Vert notamment les îles de Santiago, Maio, Boa Vista, Fogo et Brava. Entre 1461 et 1462: Diogo Afonso découvre les îles de São Vicente, Santo Antão, São Nicolau et Sal. Cependant, des chercheurs portugais, qui mènent une étude approfondie sur l'archipel, restent convaincus que la version la plus crédible est celle confirmant la présence de pêcheurs africains, puis des arabes et grecs.
  4. La forte demande de pagnes de coton, qui servaient également de monnaie d'échange pour l'achat des esclaves, avait contraint la couronne portugaise, accablée par la concurrence, à interdire dès 1687 leurs ventes aux étrangers, ces dernières étant considérées comme un crime passible de peine de mort.
  5. Au 16<sup>ème</sup> siècle, des navigateurs capverdiens, dont les plus connus sont André Donelha et André Alvares d'Almada, explorèrent pour le compte de la Couronne portugaise les *Rios de Guinée* jusqu'aux fins fonds de la partie continentale de l'Afrique de l'ouest encore inexploré.
  6. Christophe Wondji, *La côte ouest-africaine : du Sénégal à la Côte d'Ivoire, géographie, société, histoire (1500-1800)*, L'Harmattan, Paris, 2000.

dehors de toute consigne légale, bravant ainsi les lois de la métropole<sup>7</sup>. Ils ont été les propagateurs du créole qui faisait fonction de «lingua franca» en Afrique de l'ouest.

De l'ensemble des développements précédents, nous retiendrons deux faits majeurs. Tout d'abord, le fait que les juridictions paroissiales de Ribeira-Grande, siège de l'Évêché portugais d'Afrique, comprenait la Côte d'Ivoire. Ensuite, dans le cadre du commerce triangulaire, l'existence de comptoirs commerciaux portugais en Côte d'Ivoire.

En tous les cas, les deux faits majeurs mis au jour autorisent l'affirmation d'une réalité historique: la possible présence de capverdiens en terre ivoirienne, entre le XVI<sup>ème</sup> siècle et le XVII<sup>ème</sup> siècle, soit comme personnel de soutien dans les dits comptoirs, soit comme religieux chargés de la propagation de la foi chrétienne. Sur ce point, les archives maritimes portugaises, les correspondances privées, les sources du Vatican et les registres des églises capverdiennes devraient fournir de précieuses informations. Pour lors, si l'on atteste d'une possible présence capverdienne en Côte d'Ivoire dès le 16<sup>ème</sup> siècle, si l'on peut également définir leurs profils socioprofessionnels, il est impossible de déterminer leur nombre.

Il en va tout autrement avec la troisième séquence historique qui, prenant forme avec la fin progressive du trafic négrier<sup>8</sup>, plonge Cabo Verde dans une profonde crise économique, et que viendra aggraver un long cycle de sécheresse et de famine, entre le premier quart du XVIII<sup>ème</sup> siècle et le milieu du XX<sup>ème</sup> siècle, excepté la courte période de prospérité du port de Mindelo comme base de ravitaillement en charbon de la navigation transatlantique sur la route des Indes orientales<sup>9</sup>. Cabo Verde traverse, bouleversé, la période

- 
7. En 1518, les commerçants capverdiens furent interdits de toute activité sur le continent par la Couronne portugaise qui les soupçonnait de vouloir créer une zone franche dans la sous-région.
  8. Entre 1480 et 1494, les Traités de Tolède (partage de l'Atlantique) et Traités de Tordesillas (partage des terres) divisent le monde à découvrir entre l'Espagne et le Portugal. Ce dernier détient ainsi le monopole du commerce atlantique des esclaves capturés en Afrique de l'ouest. De la fin du XVI<sup>ème</sup> au XVIII<sup>ème</sup> siècle, ce monopole est remis en cause par la concurrence française, britannique et hollandaise. Ces derniers s'emparent d'une grande partie de l'Afrique de l'ouest et détournent le trafic des esclaves vers d'autres ports (Gorée, Ouidah, El Mina, etc.). De ce fait, les mouvements de navires deviennent de plus en plus rares et le port négrier de Ribeira-Grande (Cidade Velha) l'ombre de son passé glorieux. Les raids des corsaires anglais Francis Drake et Hawkins (1577-1585) et le sac du français Jacques Cassard (1712) sur Santiago, notamment Praia et Ribeira-Grande parachèvent ce triste tableau économique (la piraterie fut naguère l'un des plus graves fléaux pour le Cap-Vert). En 1876, l'abolition officielle de l'esclavage n'est qu'un acte juridique consacrant une réalité déjà accomplie dans les faits.
  9. À partir de 1830, champions du « libre échange » et seigneurs des mers, les anglais installent des dépôts de charbon dans l'île de S. Vicente pour assurer le ravitaillement de la navigation transatlantique ainsi que la télégraphie par câble reliant l'Europe à l'Amérique du Sud. Au cours de cette période, de nombreux capverdiens se font embaucher sur les

la plus tragique de son histoire. En effet, un tiers des capverdiens meurt de famine. Un deuxième tiers s'expatrie vers les États-Unis d'Amérique, l'Europe occidentale, l'Afrique de l'ouest et vers les grandes exploitations de cacao et de café de l'île de Sao Tomé-et-Prince, itinéraire dramatique que traduisent deux émouvantes chansons populaires du répertoire capverdien, la célèbre *Sodade*<sup>10</sup> et le poignant *Caminho de San-Tomé*<sup>11</sup>. Tous, hommes et femmes, allaient dans cette île comme « *contratado* », cette forme de salariat proche du travail forcé, abandonnant ainsi, par la douleur, le pays natal.

Cette dure réalité modifiera de manière profonde la relation entre le Cabo Verde et la Côte d'Ivoire, qui devient une terre d'accueil juste après la seconde guerre mondiale, pour des capverdiens qui seront à la base de la formation de leur communauté en Côte d'Ivoire. On les appellera ici et avec grande affection les Pionniers.

### III. La communauté capverdienne de Côte d'Ivoire: origine et formation

Pour le détail de notre propos, nous distinguerons les notions de « présence » et de « communauté ». Par « présence », s'entend ici l'existence, dans une contrée ou une région donnée, de personnes mais sans que celles-ci ne s'organisent en groupe avec d'autres individus de même origine ou de même nationalité (compatriotes), de culte ou culture, soit parce que ces personnes sont isolées et mènent une existence solitaire parce que peu nombreux, soit qu'avec leurs compatriotes ils ne se sont pas rassemblés. La « présence » renvoie donc à un état d'individualité hors communauté.

Quant au terme de « communauté », il désigne un groupe social homogène, résidant sur un territoire donné, composé d'hommes et/ou de femmes partageant des caractéristiques identiques, un même mode de vie, pratiquant la même culture et la même langue, et défendant des intérêts spécifiques. Ces personnes sont alors liées par un sentiment d'appartenance à une entité qui les dépasse. À titre d'exemple, citons les communautés chinoises qui s'organisent sous la forme de « *china towns* » dans les grandes villes d'Amérique du nord. En Côte d'Ivoire, maintes communautés sont établies sur ces bases.

---

navires, notamment les baleiniers américains, en quête d'une vie meilleure Les États-Unis apparurent ainsi comme la première et la plus importante communauté de la diaspora capverdienne.

10. Cesária Évora, *Sodade*, in *Miss Perfumado*, 1992.

11. Bana, *Caminho de Sao Tomé*, in *Ao vivo no Coliseu*, 2000.

Précisons toutefois que la «présence» d'individus est antérieure à la formation d'une «communauté». Bref, nous avons vu que la «présence» d'individus capverdiens en Côte d'Ivoire devait remonter à une date entre la fin du 16<sup>ème</sup> siècle et le début du 17<sup>ème</sup> siècle. Et que cette «présence» s'est poursuivie jusqu'au milieu du 19<sup>ème</sup> siècle, avant de se transformer en «communauté», mais sans que les deux phénomènes soient dans un lien mécanique ou d'emboîtement sociologique. En effet, la formation de la «communauté» capverdienne en Côte d'Ivoire marque une rupture avec la «présence» capverdienne.

Dans les récits, la *mémoire* des Pionniers fait elle-même de manière spontanée le *distinguo* entre la «présence» de ressortissants capverdiens en Côte d'Ivoire qu'elle date à partir de la fin de la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale avec «Nha Preta», épouse d'un béninois affecté en Côte d'Ivoire comme cadre de l'administration coloniale. Cette mémoire signale également la présence ultérieure, plus exactement à partir de 1945, de «Nha Maria», la mère de Pama, et de Georges Monteiro *alias* Djiby Loti, militaire démobilisé des forces françaises libres. Ce ne sont que des «présences» qui ne constituent pas encore une «communauté», car leur résidence est liée à des faits contingents (contraction d'un mariage ou démobilisation militaire). Les individus cités ne sont pas organisés en communauté (mode de vie, valeurs communes, langue, etc.). Ils ne se fréquentent pas.

En vérité, si l'on est généralement bien informé sur les causes des migrations capverdiennes successives, remarquons avec intérêt que l'on est beaucoup moins bien renseigné sur leurs conditions d'accueil, leurs modes d'insertion et de vie dans les pays où elles se sont installées. La faiblesse actuelle de la base documentaire et le fait que les récits oraux n'aient pas été recueillis ne constituent qu'un obstacle provisoire dans la reconstitution de l'histoire de l'immigration capverdienne en Côte d'Ivoire. Nous ne devons pas désespérer de retrouver des archives de toutes sortes, des témoignages, des dates et des faits permettant une reconstitution assez fidèle. À cet égard, «Exposition photos» est une initiative opportune, pertinente et surtout novatrice. La recherche qui s'amorce ici doit se poursuivre et approfondir son effort.

Pour lors, il suffira à notre patience de débiter par la remémoration de l'anecdote qui, orientant le cours des événements, sera à la source de la naissance de notre «communauté» en Côte d'Ivoire. Pour autant, il infléchira et déterminera le cours général de notre immigration.

Nous sommes en septembre 1948, à Dakar, au Service d'hygiène. Deux jeunes capverdiens s'y rencontrent, et ce tout à fait par hasard. Une pure coïncidence donc. Ils doivent se faire vacciner et se faire remettre leurs

carnets de vaccination, en vue de leur voyage. L'un s'appelle Cristovão Colombo De BARROS, natif de l'île de Fogo, qui doit partir s'installer à Bamako. L'autre est Gonçalo Amarante TAVARES, natif de l'île de Santiago, qui est attendu à Abidjan par son cousin, Georges Monteiro *alias* Djiby Loti, militaire démobilisé des forces françaises libres.

Le second convainc le premier qu'Abidjan est une meilleure destination. Ils s'y rendent ensemble. «La jeunesse de leur regard découvre une Côte d'Ivoire qui n'est alors qu'un pays, c'est-à-dire une géographie et un paysage [...] Tout était à bâtir ! Une large promesse du temps»<sup>12</sup>. Peu de temps après leur insertion à Abidjan, ils procèdent chacun à un «regroupement familial», faisant venir femmes, enfants et bagages (1949-1950). Ils parviennent également à persuader certains de leurs proches parents à les rejoindre.

Ainsi créent-ils la première filière d'immigration en Côte d'Ivoire, sur une base patrilinéaire, parce que c'est la décision de deux hommes qui sont des chefs de famille. La période charnière est donc 1948-1950: une anecdote. Une rencontre fortuite. Deux jeunes hommes, en quête d'avenir. Une occasion. Deux familles. Une décision fondatrice. Ce sont eux les premiers immigrés capverdiens et les pères fondateurs de notre «communauté» en Côte d'Ivoire. Par leur décision, ils suscitent un nouveau chemin d'immigration.

## Géographique de la population et données sociodémographiques

Entre 1950 et 1965, période de naissance et de consolidation de l'État ivoirien, la communauté capverdienne de Côte d'Ivoire est marquée par une forte croissance démographique sous le triple mode suivant :

– l'arrivée de nouveaux immigrants, transitant par Dakar. Elle se fera essentiellement sous la forme d'extension des familles installées au cours du premier quinquennat des années 1950<sup>13</sup>. Cette forme de croissance est pratiquée notamment par les populations de Boavista et de Fogo et dans une moindre mesure par celles de San Vicente. Concernant les populations de Santiago, l'arrivée des nouveaux immigrants s'est faite sur la

12. Pierre Franklin Tavares, *Considérations éparses sur la crise ivoirienne*, Editions NEI, Abidjan 2005

13. M. Colombo De Barros facilita l'arrivée de son frère, M. Emmanuel De Barros (Nho Néné), de son beau-frère, Gil Fernandes et de ses deux belle-sœurs, Mmes Winie Gomes et Aida Teixeira Lopes. M. Maxime Brito fit de même avec les familles Da Silva (Nho Tifulinho), Orlando Brito, Evora (Nho Eanse) de la ville de Cabeça di Tarafa à Boa Vista et M. Hemitério Pinto avec son frère Casimiro et sa sœur, Mme. Firmina Andrade.



base du «compadrage<sup>14</sup>» ou compéragé. À partir de 1965, ce flux migratoire disparaîtra de façon progressive au profit de pays européens, au travers d'une combinaison de facteurs d'attraction (forte demande de main-d'œuvre qualifiée dans le secteur des BTP, salaires plus élevés, meilleure offre de services sociaux, etc.), notamment en Allemagne, en Belgique, au Luxembourg, en France et en Hollande, et de facteurs de répulsion tels que la mauvaise gouvernance politique (première ère des coups d'Etat). Ces éléments expliquent la structure démographique de la communauté capverdienne de Côte d'Ivoire tout au long de la décennie de 1950: (i) une faible représentation des populations provenant des îles de San Antão, de San Nicolau, de Sal et de Maio (moins de 10%); et (ii) une structure pyramidale déséquilibrée avec près des 2/3 des populations âgées de plus 30 ans et comptant plus d'hommes que de femmes ; et (iii) une forte concentration de la population (plus de 95%) dans la ville d'Abidjan. Au niveau professionnel, les hommes sont actifs dans les différents corps de métiers des secteurs de la construction et du bâtiment (maçonnerie, peinture, carrelage, menuiserie, ferronnerie, etc.), du textile et du cuir (fabrication et réparation de chaussures, couture, etc.) et du maritime (chantier naval, activités portuaires, loisirs nautiques, etc.). Les femmes pour la plupart sont couturières dans les chics boutiques du Plateau, quartier des affaires de la ville d'Abidjan, ou gouvernantes dans les familles européennes expatriées et africaines aisées ;

- un fort croît naturel avec les premières naissances de bébés capverdiens de 1951-1953 et les baby booms de 1955-1957 et de 1959-1962. Par la suite, ce mode de croît connaîtra un net fléchissement avec la nature monogamique des familles et l'option du nombre restreint d'enfants par famille ; et
- les femmes de la communauté capverdienne du Sénégal mariées à des cadres ivoiriens de retour dans leur pays natal entre 1958 (loi cadre) et 1960 (indépendance nationale). Ce groupe (mères et enfants binationaux) vivra en marge de la communauté, constituant ainsi un paradoxe dans la mesure où (i) les maris, notamment Messieurs ADDÉ et BLÉGNOUA, participaient activement aux différentes manifestations de la communauté; et (ii) les mères et leurs enfants étaient porteurs de capverdianité avec une bonne maîtrise du créole et des pratiques culturelles spécifiques

---

14. Dans le système de parenté, le compadrage ou compéragé était une institution sociale faisant des parrains et marraines de véritables parents, avec une forte obligation de responsabilité vis-à-vis de leurs filleul(e)s, considérés comme leurs «fils» et «filles» spirituels. Dans les relations sociales capverdiennes marquées par le catholicisme, le compadrage ou le compéragé fixait un lien et une alliance solides.

aux capverdiens et plus particulièrement aux «badius». Ce paradoxe n'est qu'apparent, si l'on tient compte du fait que ledit groupe est un produit direct de l'histoire de la communauté capverdienne du Sénégal et représente la 3<sup>ème</sup> voire la 4<sup>ème</sup> génération de descendants de Capverdiens avec une forte volonté d'intégration à la société sénégalaise. Le Ministre Jean-Paul DIAZ en est la figure achevée. Des problèmes d'ordre identitaire pourraient également expliquer cette marginalité: (i) l'image négative du Portugal dans les guerres napoléoniennes enseignées dans l'Histoire de France et du Cap-Vert ravagé par un long cycle de famine; (ii) le complexe de supériorité des dakarois du fait de la centralité de la ville de Dakar dans le cadre de l'Afrique occidentale française; (iii) l'ignorance de l'histoire générale de Cabo Verde en liaison avec l'inexistence de relations entre les espaces francophone et lusophone, etc.

Ainsi sous ce triple mode de croissance démographique, la communauté passe d'une dizaine de familles en 1950 à plus de 50 familles, correspondant à près de 400 individus, en 1965. Sa taille, la plus petite minorité d'étrangers vivant en Côte d'Ivoire, constituera l'une de ses principales faiblesses l'empêchant ainsi de profiter pleinement de la forte expansion économique de la Côte d'Ivoire, à l'instar des autres communautés étrangères du Bénin, du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Nigéria et du Niger.

Pour la période considérée, la structure sociale est dominée à 90% par les entrepreneurs individuels (aristocratie ouvrière) et des tâcherons (maçons, peintres, etc.). C'est donc une petite bourgeoisie qui a fait preuve d'un fort dynamisme dans le monde économique avec la création d'une des plus grandes imprimeries modernes par la famille Alfredo MORENO (Imprimerie Commerciale), d'entreprises en bâtiments avec les familles Victorino LOPES, d'avitaillement maritime avec la famille PINTO et d'une fabrique semi-industrielle de bottes et chaussures avec la famille Gonçalo TAVARES, pour ne citer que celles-là. C'est une période de grande prospérité économique pour la communauté et, au lendemain de l'indépendance de la Côte d'Ivoire, quelques-uns de ses membres étaient déjà propriétaires de leurs résidences principales et d'habitations modernes mises en location (accumulation de patrimoines).

La communauté capverdienne comportait de véritables lieux de sociabilité et tout était prétexte pour magnifier les caractéristiques personnelles de la «Morabeza» et de la «Convivença»: fiançailles, mariages, baptêmes, communions, anniversaires, etc. Et si cela ne suffisait pas, on improvisait sur le champ des mariages et des baptêmes de poupées ou de régimes de bananes. Ces manifestations faites de fraternité, à savoir de prévenance et

de gentillesse à l'endroit des uns et des autres, avaient lieu aux domiciles de Nho FRANK à Dabou, de Nho LIXE au Plateau, de Nho PAZÉ et Nha NAZIA, située à l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN) à Adjamé et, surtout, de Georges MONTEIRO puis Manuel TAVARES à l'Habitat Arras en face de l'AITACI.

Comme mentionné plus haut, l'extinction de la filière d'immigration annonce le déclin de la communauté capverdienne de Côte d'Ivoire. Cette dégradation de la courbe démographique s'accroîtra avec le départ de nombreuses familles résidentes. Ainsi, la totalité de la composante «bravense» de notre communauté reprendra les chemins de l'exil pour s'installer aux États-Unis d'Amérique, leur seconde patrie, à la fin des années 1960. Il en ira de même avec celle de Fogo, dont les fils choisissent la France comme point de chute à compter des années 1970. Avec l'indépendance en 1975, une dernière vague, constituée de quelques familles et surtout de jeunes cadres, regagnera Cabo Verde. C'est la dispersion de la communauté, par l'affaiblissement de son socle initial.

Faisons ici une courte digression. Cette communauté a su fort habilement compenser son faible poids démographique, par un rôle décisif, au double plan de la diplomatie africaine et de l'effort de guerre dans la lutte armée pour l'indépendance. En effet, mettant à profit l'indéniable importance politique, diplomatique et géostratégique de la Côte d'Ivoire et l'influence mondiale de Son Excellence Félix Houphouët-Boigny, quelques capverdiens de Côte d'Ivoire ont su habilement l'amener à prendre fait et cause, de façon précoce, pour l'Indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap Vert. Ainsi, sur le conseil de ces membres de la communauté, Amilcar Cabral fera de l'État ivoirien un de ses principaux alliés et points d'appui, en nouant avec Abidjan des relations fructueuses. Sans cette précision, nul ne peut comprendre que le MPLA qui partageait la même idéologie que le PAIGC n'obtint pas les faveurs du président Félix Houphouët-Boigny. Jamais ce dernier ne fera un quelconque obstacle au PAIGC. Bien au contraire. Il apportera un constant soutien financier.

Pour revenir à l'affaiblissement de la communauté capverdienne de Côte d'Ivoire, signalons que l'assainissement démographique, dont nous parlions plus haut, eut un impact négatif sur sa situation économique: la classe entrepreneuriale, fierté de la communauté, a pratiquement disparu. Pas ou peu de relève. Car la nouvelle génération ne parvient pas à reprendre les affaires familiales ou, lorsqu'elle y parvient, avec beaucoup de peine à les faire fructifier. En tous les cas, les effets cumulés et conjugués des différenciations économiques et des divergences politiques naissantes, à la faveur de la lutte pour l'indépendance et l'alternance démocratique, ont accentué le processus

de fragilisation et affaibli la cohésion sociale de la communauté. Les grandes familles constitutives de la communauté s'entredéchirèrent et cette «guerre des clans», sous la forme d'une dictature parentale qui ira jusqu'à se traduire par la disparition des mariages intra-communautaires et renforcer *de facto* le poids démographique des binationaux et le retour à leurs racines par une participation de plus en plus croissante à la vie de la communauté (base sociologique des dernières élections associatives et de la structuration de la direction de SODADE-CI).

En résumé, «une communauté immigrée qui ne sait pas comment elle compose socialement n'est porteuse d'aucun avenir. Elle reste une minorité, à savoir un groupe d'hommes et de femmes qui ne prend pas part à la vie de l'État et de la Nation qui l'accueille»<sup>15</sup>.

Tels sont les premiers éléments de l'Histoire de l'immigration capverdienne en Côte d'Ivoire. Aujourd'hui, une quatrième séquence de la vieille relation entre la Côte d'Ivoire et le Cabo Verde a pris forme, à travers un renforcement qualitatif de la coopération entre les deux États et le probable renouveau de la communauté capverdienne de Côte d'Ivoire.

#### IV. Perspectives du développement du partenariat entre Cabo Verde et sa diaspora

Sur la base de l'expérience accumulée en la matière au cours de ces quarante (40) dernières années, des pistes d'amélioration peuvent être dégagées sur la problématique et les enjeux du phénomène de l'immigration. Ce sont:

– **la résorption de l'énorme déficit de connaissance sur les différentes communautés de la diaspora capverdienne.** Ceci doit constituer une tâche historique et politique décisive. En effet, sans données sociales, comment l'État peut-il sérieusement envisager une politique d'ensemble de l'immigration? Toute stratégie nationale de mobilisation de la diaspora nécessite donc de disposer de données et statistiques exactes et complètes<sup>16</sup> sur les flux

15. Pierre Franklin TAVARES, La recherche sociale comme prise de position politique, 11 mai 1991.

16. Certaines stratégies pour mobiliser les ressources financières de la diaspora ne font pas l'objet de recherches approfondies ou d'informations exhaustives. Parfois, elles sont basées sur des données non vérifiées sur les migrants. A titre d'exemple, le Programme national d'investissement (PNI) de la Sierra Leone avait fait des prévisions sur la base de transferts de fonds de 500 000 migrants sierra-léonais contre un taux d'émigration du pays de 2%, soit 114 000 migrants (statistique des Nations Unies). Ceci a compromis les attentes du pays qui comptait sur les importantes ressources financières de sa diaspora pour booster sa croissance et son plan de développement.

migratoires (importance et causes), les communautés immigrées (nature, compositions sociales, modes d'insertion économique; vie politique et culturelle des communautés; etc.). À cet égard, la création et la mise en place de l'Observatoire des migrations est une avancée notable. Cependant, sa mission semble se limiter à la connaissance de l'importance des flux migratoires. La création de centres de recherches appropriés pour adresser l'ensemble des réalités sociales de l'immigration demeure donc une question ouverte et non résolue, en dépit de son caractère urgent;

- **la revue de l'histoire de l'émigration capverdienne en remontant ses origines au phénomène des «lançados».** Ceci nécessitera une étroite collaboration entre historiens, sociologues et démographes capverdiens de l'intérieur et de la diaspora pour compléter les registres de l'historiographie de l'immigration. Les «lançados» présentent un profil différent (opérateurs économiques, exportation de capitaux, transfert de savoir-faire et de compétences entrepreneuriales, etc.) de celui des immigrés des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles (main-d'œuvre plus ou moins qualifiée dans les BTP). Et toute politique de l'immigration devrait s'inspirer des «lançados» en faisant des différentes communautés de la diaspora une formidable matrice de distribution commerciale de produits made in Cabo Verde ou/et marchandises réexportés, notamment celles en provenance du Brésil<sup>17</sup>;
- **la constitution de l'immigration en un corps de citoyens actifs** pour devenir des acteurs significatifs du jeu démocratique en Cabo Verde par l'élargissement de sa représentativité législative, limité actuellement à 5 représentants à l'Assemblée nationale, ou la création d'un conseil économique et social avec un tiers de ses membres issus de l'immigration. En effet, le processus de construction de la nation et de transformation économique du pays exige un dialogue politique et social permanent au service du développement ; et
- **la mise en place d'un environnement favorable combinée à une vision nationale partagée entre le Gouvernement et la diaspora**<sup>18</sup>. Comme segment de la société capverdienne contribuant significativement au financement de l'économie nationale<sup>19</sup>, la diaspora doit être

17. Voir la politique d'appui de l'Etat mauritanien aux différents réseaux de boutiquiers mauritaniens en Afrique de l'ouest.

18. La Chine, la Corée, et l'Inde figurent parmi les pays qui ont montré comment les apports de la diaspora peuvent contribuer de manière significative à transformer les économies nationales. Les approches adoptées par ces nations asiatiques se déclinent comme des initiatives pilotées par les pays et fondées sur des objectifs partagés entre le gouvernement et la diaspora autour de piliers de croissance critiques.

19. Selon le Rapport sur le développement de 2009 du PNUD, les transferts de fonds per capita des migrants capverdiens sont estimés à 262 dollars US en 2007, soit 85% du

considérée comme un partenaire du développement, à travers des initiatives fondées sur des objectifs partagés entre le Gouvernement et la diaspora. À cet effet, la création d'un environnement favorable est une condition *sine qua non* pour réussir la mobilisation des ressources de la diaspora (expertise, investissements, esprit d'entreprise et réseaux professionnels) autour de piliers de croissance. Parmi les composantes de cet environnement, on peut citer, entre autres: (i) la mise en place des structures de promotion de la transparence et de la responsabilisation qui est un acquis sur lequel Cabo Verde doit continuer de capitaliser sur ses gains en la matière; (ii) la revue des politiques et des mécanismes incitatifs pour promouvoir les investissements, notamment l'amélioration du climat des affaires et de la compétitivité (lourdeurs administratives et rigidités du marché du travail, coût élevé des facteurs, notamment du transport et de l'électricité, etc.);

## V. Conclusions

Pour conclure, il faut signaler que le «grand Mensonge» (mot d'Amilcar Cabral) au lendemain de l'indépendance est devenu Vérité, car Cabo Verde a su surmonter ses principaux défis historiques:

- en un peu plus de trente ans (30) d'indépendance, le Cabo Verde est sorti du groupe de Pays les moins avancés (PMA) pour accéder au groupe de Pays à revenu intermédiaire (PRI); et
- en quinze d'indépendance, le Cabo Verde est devenu un des modèles de démocratie dans le monde, avec une remarquable stabilité de son régime parlementaire.

Ainsi, le «Petit pays», comme Césaria Évora aimait à appeler Cabo Verde, montre comment il est possible de faire la synthèse entre développement économique et démocratie. Et c'est fort de ces succès que, partout dans le monde, toutes les composantes de la diaspora capverdienne sont habitées d'une grande fierté.

Je vous remercie pour votre attention.

Abidjan, le 4 juillet 2014.